



Salon International de l'Agriculture, entretien avec le Président de la République

Présents à 7h00 sur le stand de France Filière Pêche au Salon de l'Agriculture, les représentants de la pêche maritime ont échangé avec le Président de la République qui était accompagné du Ministre de l'Agriculture Marc Fesneau et du Secrétaire d'Etat à la Mer Hervé Berville.

Dans une ambiance concentrée et attentive, les représentants du CNP MEM ont pu exposer au Président les préoccupations du secteur.

Le Président du CNP MEM Olivier Le Nézet a souligné l'importance de maintenir une aide carburant pour les navires de pêche. En effet, les solutions techniques et financières pour décarboner et réaliser la transition énergétique des navires impliquent un soutien de court terme. Le Président de la République a répondu favorablement à cette demande en décidant une aide de 20 centimes par litre à partir du 15 février jusqu'au mois d'octobre. Ce délai sera mis à profit pour élaborer les perspectives concrètes sur le sujet des flottes de pêche françaises.

Concernant le « Plan d'Action pour protéger et restaurer les écosystèmes marins pour une pêche durable et résiliente », les interventions ont été vigoureuses. Bruno Margollé, vice-président du CNP MEM, a montré au Président de la République, cartes à l'appui, ce que représente pour l'exemple de la Manche-Est, l'interdiction unilatérale et non justifiée en 2030 des engins de fond (chalut de fond, senne démersale et drague) dans les aires marines protégées (N2000 etc). Il a montré le lien avec la réduction des zones britanniques autorisées à la pêche qui équivaut à une véritable exclusion.

Olivier Le Nézet a expliqué la profonde incompréhension du secteur face à cette annonce de la Commission européenne. En effet, elle confisque le débat entre les institutions européennes, et surtout ruine les travaux menés depuis 10 ans pour concilier et adapter l'impact des activités de pêche dans les AMP aux éléments naturels à protéger. La Commission d'un trait de plume et sans ciller, condamne les 4350 pêcheurs embarqués sur les 1200 navires qui travaillent dans ces zones soit 30% de la flotte. Le Président de la République a indiqué très clairement que la France n'acceptait pas la méthode utilisée par la Commission et que sa réponse serait très ferme et sans appel sur le sujet.

Enfin, le Président du CNPMEM a dit combien il était important de soutenir les pêcheurs des DOM pour les aides à la construction validées puis bloquées par la Commission ainsi que la mise en place des formations maritimes qui manquent en Guadeloupe et Guyane notamment. La réponse du Président de la République a été qu'il allait pousser et appuyer fortement ces 2 dossiers qui sont des dossiers signalés.

En conclusion Olivier Le Nezet a déclaré au sujet de cet échange : « *L'écoute du Président de la République est un message de réconfort et d'encouragement pour la filière. Qu'il s'agisse de la transition énergétique de nos flottes ou du Plan d'Action confiscatoire de la Commission, l'Etat est au rendez-vous et conforte les efforts et le travail de toute une profession et de ses représentants.* »

Paris, le 25 février 2023

Contacts :

Olivier Le Nézet : 06 40 57 39 85

Philippe De Lambert Des Granges : 06 60 95 27 94